

jeudi 1er avril 2021

Fermeture des écoles et établissements

L'échec de Macron et de son gouvernement

À quand la fin du
MACRONAVIRUS ?



Dans son discours du mercredi 31 mars, le président Macron a annoncé une nouvelle fermeture des écoles et établissements scolaires pendant trois à quatre semaines. Le calendrier de fermeture est le suivant : une semaine d'enseignement à distance pour toutes et tous les élèves, suivie de deux semaines de congés, suivi du retour des élèves du premier degré et d'une seconde semaine d'enseignement à distance pour les collèges et les lycées. De nouveau, l'annonce s'est faite de manière très brusque : cette soudaineté va susciter des difficultés d'organisation évidente, pour les personnels mais aussi les familles.

Pour SUD éducation, il s'agit avant tout de permettre immédiatement la vaccination des personnels qui le souhaitent.

C'est l'urgence absolue à ce stade alors que le calendrier de vaccination proposé est très insatisfaisant. Cette première étape n'empêchera pas le virus de circuler parmi les élèves et leurs familles. Il faut donc que les écoles et établissements ne rouvrent pas dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui. Les leçons du fiasco doivent être tirées.

En ce qui concerne la période d'enseignement à distance, l'impréparation du ministère, à cette situation pourtant prévisible, est évidente, que ce soit en termes de capacité des serveurs ou d'équipement des personnels et des élèves. L'enseignement à distance doit faire l'objet de garanties : respect des obligations de service, solutions publiques d'enseignement à distance, liberté pédagogique, et refus de toute pression hiérarchique. Les personnels ayant des enfants de moins de 16 ans doivent bénéficier d'autorisations d'absences qui garantissent le maintien de leur rémunération.

Durant cette période, l'accueil des enfants de personnels soignants et des élèves en situation de handicap est quelque chose de positif : le dispositif doit être étendu aux enfants et adolescent-e-s en situation de grande précarité ou de vulnérabilité. Les élèves doivent pouvoir continuer à s'alimenter correctement. L'absence de demi-pension doit être compensée par une aide versée immédiatement aux familles.

SUD éducation alerte depuis le printemps dernier sur la nécessité d'investir dans l'éducation pour baisser les effectifs et permettre à l'école de faire

face de manière durable à la crise sanitaire. **Le ministre, pendant toute cette période, n'a écouté personne.** Il s'est enfoncé dans sa stratégie du déni et du mensonge, et porte à cet égard une responsabilité importante dans cette nouvelle fermeture. Une fois encore, il a été démenti de manière cinglante. Au-delà, en refusant d'investir massivement dans les services publics et notamment de santé, c'est le gouvernement qui est responsable de l'incapacité à faire face durablement à la crise épidémique. SUD éducation avait pourtant proposé dès le printemps un plan d'urgence pour l'éducation. En refusant toute discussion autour de ces mesures, le ministère nous a conduits dans le mur.

Au-delà de ces mesures de court-terme et face aux perspectives éloignées de sortie de la crise sanitaire, il s'agit plus que jamais de donner les moyens nécessaires à l'Éducation en termes de postes, de locaux ou de matériel sanitaire. C'est une nécessité absolue : pour résorber les inégalités qui vont de nouveau s'accroître, et pour permettre d'éviter, une nouvelle fois, que les écoles et établissements ne deviennent des foyers de contamination.

On est choyés !

Ça va passer, ça va passer... Ah, ben non !

Acculé, Macron ferme les établissements scolaires



Ce n'est plus à démontrer Blanquer est un king ! La semaine dernière pour répondre aux demandes de plus en plus nombreuses de fermer les écoles tant la situation est devenue impossible dans de nombreuses écoles (collègues malades, enfants contaminés et contaminant), notre brillantissime ministre, avec le tact et l'intelligence de Trump, n'a rien trouvé de mieux que de diffuser sur un "réseau social" la vidéo d'une reprise des Pink Floyd disant en gros que l'école en distanciel c'est vraiment de la merde. Evidemment, on pourrait objecter que c'est un peu méprisant

pour tout le travail fourni quand il s'est agi de maintenir la continuité pédagogique, mais on commence à avoir l'habitude venant de cette triste figure. Pour faire sérieux, notre valeureux ministre, la raie impeccable a fait la tournée des plateaux télé pour expliquer que non, non les écoles devaient rester ouvertes. Et tellement que le gars il gère et anticipe qu'il a même pensé à tout. Dans la "stratégie" gouvernementale, point de salut sans vaccin, alors les enseignant·es pourront avoir le droit aux vaccins d'ici mi-fin avril. Il doit s'agir de la deuxième dose puisque notre Jean-Michel que le monde entier nous envie, avait dit début janvier à ce propos que "Ce serait souhaitable au mois de mars au plus tard, si on arrive à le faire avant ce serait bien" À l'époque, il avait même ajouté "je suis capable de comprendre qu'il faut commencer par les personnes âgées, continuer avec

les personnels des hôpitaux, mais juste après viennent les personnels de mon ministère parce qu'ils sont en contact avec les enfants, les adolescents." Bon alors, après l'allocution présidentielle, on a bien compris que les enseignant·es seraient aussi prioritaires que les forces de l'ordre mais on sait plus bien si "mi-fin avril" ça veut dire après le 3 mai, date supposée de fin du ~~nouveau confinement dur~~ des nouvelles mesures de freinage au niveau national... Pour bien comprendre la stratégie de gestion de la crise sanitaire par Macron et ffirelin nous vous invitons à réécouter les Nonnes Troppo ([lien](#)) pour savoir si "ça va passer, ça passer"...

AESH

SOYONS AVEC LES AESH EN GRÈVE LE 8 AVRIL

POUR LEUR STATUT, POUR LEUR SALAIRE, CONTRE LES PIAL



Leurs revendications sont les nôtres !

Enseignant·es, AESH, venez nombreux·ses

**jeudi 8 avril - Inspection
Académique
AG et rassemblement à
13h30**

AESH
en grève
le 8 avril
Contre la mutualisation et les PIAL !
Pour un vrai salaire !

- Le ministre qui fait de l'inclusion sa priorité mais qui laisse 110 000 AESH dans la précarité avec un salaire net de 760 euros par mois, en deçà du seuil de pauvreté !
- Un emploi qui n'existe pas dans les statuts de la Fonction Publique : un emploi sous contrat, sans garantie d'emploi, sans formation, sans carrière. Les AESH veulent un véritable métier.
- La mise en place des PIAL a considérablement dégradé leurs conditions de travail. C'est la multiplication des élèves à accompagner, la multiplication des lieux de travail : Il s'agit surtout d'augmenter le nombre d'élèves accompagnés en conservant le même nombre de personnels !

Pour nos organisations syndicales dans le 49 comme au niveau national, il y a urgence à :

- engager une revalorisation des salaires et la possibilité de contrats à temps complet pour permettre aux AESH de vivre dignement de leur travail
- l'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens
- créer un véritable statut de la Fonction Publique pour reconnaître le métier d'AESH
- recruter massivement des AESH pour permettre aux élèves ayant des notifications d'être accompagnés à hauteur des besoins
- La satisfaction des revendications des AESH serait un point d'appui pour

tous les personnels !

L'intersyndicale du 49 appelle l'ensemble des personnels :

- à lutter contre la précarité des AESH avec un véritable statut, associé à un salaire et à une formation
- à lutter pour le maintien et le renforcement des structures spécialisées (IME, ITEP...)
- à se mobiliser pour obtenir les postes nécessaires dans les écoles, dans les collèges et les lycées (non aux fermetures de classes, non à la baisse des DHG)
- à se mobiliser pour avoir des remplaçant·es en nombre suffisants

Angers le 26 mars 2021

Non-mixité choisie

Les réunions Tupperwaere ne choquent personne



Une fois de plus, le gouvernement met à mal la liberté syndicale en focalisant le débat sur les déclarations de la présidente de l'Unef interrogée par une journaliste conservatrice sur l'organisation de réunions non-mixtes. En novembre 2017, ça avait déjà été le cas de Sud Éducation 93 pour avoir organisé un stage prévoyant des temps de concertation non-mixte. Plutôt que d'essayer de comprendre le pourquoi leurs détracteurs s'engouffrent dans un déni des réalités vécues par les opprimé·es pour taxer ces pratiques de facisme (du Blanquer dans le texte). On croit rêver en

entendant des propos venant de responsables politiques n'ayant de cesse de détruire nos libertés individuelles. La quasi totalité de la classe politique se range à cet avis.

Mais de quoi ont-ielles peur ? Sans les réunions non-mixtes du MLF dans les années 70, que serait le statut des femmes ? Des hommes cisgenres reconnaissent eux-mêmes qu'en leur présence les femmes n'osent pas prendre la parole. Et cela est une réalité, sans être une généralité, que les femmes laissent les hommes parler à leur place dans une réunion mixte. Cette non-mixité permet de créer un espace sécurisant pour que les opprimé·es puissent s'exprimer, se libérer et apprendre à prendre la parole. Les personnes racisées, les femmes, les LGBTQI, les personnes en situation de handicap ont besoin de se retrouver entre elles sans avoir à expliquer ce qui pose problème à d'autres qui ne vivent pas ou ne ressentent pas ce qu'elles éprouvent au quotidien et dans leur chair . Pas de temps passé à répondre à des questions même bien intentionnées. C'est un gain de temps pour le consacrer à réfléchir à des solutions et faire avancer leurs combats. Il n'est pas question de prendre la place de quiconque. Juste à considérer ces groupes de parole comme une technique militante avant des réunions générales où les décisions sont prises ensemble.

Partir des revendications de la base qui s'exprime, c'est trop demander pour des politiques ou les groupes d'opresseurs. La suprématie blanche, patriarcale et capitaliste se sent menacée dans ses fondements. C'est un système de valeurs qui va à l'encontre de tout ce qu'ielles ont mis en place pour obtenir le pouvoir par la domination des minorités et des plus faibles. Catégoriser les personnes par la couleur de peau, la culture, le genre, la sexualité, l'argent, les types d'emploi, les catégories socio-professionnelles, c'est diviser le peuple pour que les un·es deviennent les ennemi·es des autres. L'adversaire est l'autre - celle ou celui qui est différent·es - et non pas l'opresseur capitaliste. A quel groupe appartiennent les chef·fes d'Etat des G8 ou G20 ? A quelle catégorie appartiennent les membres du très sélecte club du Siècle ? En grande majorité, des hommes blancs issus d'origine bourgeoise. IElles ne considèrent pas qu'il y a de la non-mixité dans ce genre d'aéropage car la sélection se fait par l'organisation même de la société capitaliste et patriarcale mise en place au fil de l'Histoire. C'est pourquoi ielles se défendent d'adopter de telles pratiques et se permettent de crier au scandale des "réunions interdites aux blancs". Usant du même coup d'une sémantique propre à l'extrême-droite.

De quel droit Banquer donne-il des leçons quand on sait qu'il a passé toute sa scolarité au collège Stanislas qui n'a encore que 8 classes mixtes sur 44 ? Est-ce que les règles du jeu ne seraient pas les mêmes quand on parle des valeurs catholiques ? Tout le monde comprend la nécessité des groupes de paroles du type des "Alcooliques anonymes". Les réunions Tupperwaere qui rassemblent plutôt des femmes, ne choquent personne puisqu'ielles doivent s'imaginer qu'elles parlent "chiffon" et ne sont pas dangereuses. C'est sur fond de misogynie que se fonde la distinction qu'ielles font avec les réunions non-mixtes des syndicats ou associations militant contre les discriminations.

Sud Education 49 revendique la liberté d'organiser tout espace d'expression pour libérer la parole et favoriser l'émancipation de chacun·e.

OUI À LA NON-MIXITÉ QUAND ELLE PEUT ÊTRE UTILE À TOU.TE.S



Pour nous contacter

par mail contact@sudeducation49.org

par téléphone 02-41-43-19-07 (le jeudi)

Pour (ré)adhérer, c'est par là :

<https://sudeducation49.org/spip.php?article8>